

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 38 (1988)

Heft: 2

Artikel: Vérité et idéologies du capitalisme : à propos d'un débat entre historiens et économistes

Autor: Valarché, Jean

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-80997>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

VÉRITÉ ET IDÉOLOGIES DU CAPITALISME

A propos d'un débat entre historiens et économistes

Par JEAN VALARCHÉ

La relation de l'idéologie à la vérité préoccupe les scientifiques d'aujourd'hui, soucieux de connaître comment nous connaissons aussi bien que l'objet même de notre connaissance. Choisir une forme économique pour éclaircir cette relation est normal, car l'économie politique, d'une part, se prête mal à la recherche du vrai, faute d'expérimentation, d'autre part, risque spécialement une déformation idéologique, car nous devons faire accepter par la société la façon dont nous cherchons notre subsistance.

Plus que toute autre forme économique le capitalisme éveille l'attention. Le grand capital, le capitaliste sont évoqués devant les publics les plus divers. Les spécialistes admettent que le système oriente notre activité depuis plusieurs siècles et Karl Marx l'a décrit comme un titan qui fait avancer les forts et se perdre les faibles.

L'idéologie ambiguë que contient le *Manifeste communiste* est peut-être moins lue qu'autrefois, mais combien de films – par exemple *Genesis* de l'Indien Mrinal Sen – expriment l'opinion que le capitalisme est la forme moderne de la loi de la jungle.

Les deux principales idéologies de notre temps, libérale et marxiste, s'expriment sur la question. Sans doute la façon dont elles se représentent le capitalisme a changé. Comment pourrait-il en être autrement, alors que l'idéologie est le produit d'un milieu social en même temps que l'inspirateur de son évolution? C'est pourquoi deux auteurs incarnent chacune des idéologies et les quatre au total couvrent l'ensemble des époques capitalistes. Ils apprécient autrement le système capitaliste mais en partant d'observations communes dont on peut dégager une vérité: le capitalisme fait partie de toute économie moderne, et c'est ce que reconnaissait Jean Lescure, qui enseignait l'économie politique à la Faculté de Droit de Paris dans les années quarante, lorsqu'il traitait l'économie soviétique de «capitalisme d'Etat».

I. L'idéologie libérale du capitalisme

Le capitalisme détruit les traditions. Les premiers libéraux furent des révolutionnaires qui avaient horreur de la féodalité. Même si nos libéraux veulent détruire la machine bureaucratique, ils n'apparaissent pas aussi radicaux que leurs aînés.

A. Premier temps de l'idéologie libérale: Turgot

Turgot se trouve à l'origine de l'idéologie comme du libéralisme. Il a été contemporain de Condorcet, Laplace, ceux que l'histoire appelle «idéologues». Ils se définissaient avant tout par une méthode: l'observation indépendante de toute métaphysique, mais

leur influence prouve que leur pensée constituait déjà ce que nous appelons une idéologie, c'est-à-dire «une représentation du monde en fonction de laquelle on fait de la politique»¹. Turgot leur a indiqué la voie. A la fois inspirateur et exécutant du libéralisme, il est constamment passé de la théorie à la pratique. Encyclopédiste, il écrivit une sorte de bréviaire d'économie politique². Homme de terrain, il tenta la première expérience d'une politique économique libérale.

Le mot capitalisme n'apparaît pas dans ses écrits, mais ils contiennent les deux définitions du capital qui expliquent comment peut se fonder un système économique progressif. Tout capital est un instrument de production. Mais le capital est aussi le principal de la richesse opposé à l'accessoire. L'observation a montré à Turgot comment se développe un système qui a le capital pour référence et pour moteur.

La situation de sa pensée a fait de Turgot le premier idéologue du capitalisme. Il a vécu dans un pays et à une époque où se précisaient les différents éléments qui composent le système capitaliste.

– Les techniques de production progressent grâce à un premier machinisme assez cohérent pour constituer un système technique. La machine à vapeur en est le pivot. Le salariat en est la condition. Les corps de métier limités et fermés doivent laisser la place à une main-d'œuvre anonyme et nombreuse. Turgot déplore qu'il n'y ait pas une circulation du travail comme une circulation de l'argent.

– La société s'organise de façon à donner aux ressources la mobilité qui en assure le rendement: «La propriété foncière n'est plus considérée comme de droit divin, elle ne repose plus que sur un fait, l'occupation, et sur l'utilité publique. La propriété mobilière, c'est-à-dire la propriété du travail, prend une place éminente.»³ L'une et l'autre deviennent du capital, autrement dit un fonds à disposition d'un chef d'entreprise qui en prend la responsabilité. Le marché régit l'emploi des ressources: l'influence des prix sur la production, l'ajustement des quantités offertes et demandées sont des faits dont le plus célèbre des économistes de l'époque, Adam Smith, expose la théorie.

– L'économie prend comme objectif le plus grand gain monétaire possible. Toucher des intérêts, pourquoi pas? L'intérêt du capital est légitime puisque «le capital aide à surmonter la difficulté qu'est le temps, cet intervalle qui sépare l'effort productif du produit»⁴. En outre, l'intérêt encourage l'épargne, nécessaire pour offrir l'occasion d'un investissement nouveau.

L'ensemble obéit à l'initiative privée. Turgot propose, comme tout libéral, de laisser faire avec un contrôle seulement a posteriori, pour la raison qu'il existe un ordre naturel en économie, que seule peut empêcher l'intervention publique. Cet ordre s'exprime sur le marché de concurrence. Comme l'avait dit précédemment Boisguilbert, du moment qu'il y a concurrence, le marché donne sa chance à tout intervenant; c'est pour le pauvre la meilleure garantie de ne pas subir un échange inégal.

La première période du libéralisme recherche à la fois la privatisation et l'unification. La plupart des terres communes sont alors partagées. Comme le public et le sacré étaient joints, la laïcisation va de pair avec la privatisation. Mais l'unification est un désir aussi grand. Les cahiers de doléances présentés en 1789 réclament une même législation pour tous les Français sujets du roi, qui forment une grande famille. La progression rapide des moyens de transport pendant les vingt années qui précèdent la Révolution indique l'extension des marchés et la pression exercée par le besoin sur l'invention.

1 R. ARON. Interview au journal *Le Monde*, septembre 1983.

2 *Réflexions sur la formation et la distribution des richesses*, 1766.

3 C. GIDE et C. RIST, *Histoire des doctrines économiques*.

4 Réflexion LX. Citée par J. SCHUMPETER, *Histoire de l'analyse économique*, t. 1, p. 46.

La nouvelle société prend pour guide l'idéologue, qu'il soit homme de lettres, physicien, économiste, ou tout à la fois, parce que c'est le premier intellectuel libre qui vit de sa plume au lieu d'être pensionné par un prince.

La politique libérale de Turgot a réussi au niveau régional, échoué au niveau national, du moins à court terme. Son édit a été rapporté. La liberté du commerce des grains a provoqué d'abord l'émeute. Mais puisque le pays a été ensuite mieux ravitaillé, Turgot incarne l'idéologue juste qui situe sa pensée dans un temps dont il connaît les besoins et qui indique aussi le moyen de changer le passé avec le minimum de victimes.

B. Deuxième temps de l'idéologie libérale: Raymond Barre

Le libéralisme de notre temps est-il, comme celui du XVIII^e siècle, l'idéologie d'une rupture? Les auteurs néo-libéraux découvrent un capitalisme tout différent de celui qu'ont connu leurs inspirateurs. La production des richesses dépend, pour une part toujours plus grande, de grandes firmes multinationales. Les crises économiques, qui étaient de sous-production au XVIII^e siècle, sont maintenant de surproduction.

Les gouvernements qui ont suivi la guerre de 1939 ont tenu compte de la nouvelle réalité en accroissant la part du secteur public aux dépens de l'entreprise privée et en accordant aux salariés un certain nombre d'avantages. Mais les résultats obtenus laissent à désirer. Nationaliser les principaux moyens de production n'a pas augmenté l'efficacité du travail, ni diminué l'inégalité sociale. Les acquis sociaux (allongement des congés payés, élévation des salaires minima) se retournent depuis dix ans contre le bien-être populaire, comme l'ont fait au XVIII^e siècle les privilèges corporatifs.

C'est dans ce contexte que Raymond Barre a été appelé à formuler une politique économique libérale. Il était bien préparé pour deux raisons.

- La formation reçue dans les Facultés de Droit (en même temps de Science économique lorsque Barre était étudiant), apprend dans quelle mesure certaines firmes peuvent influencer sur le prix⁵ et par quels procédés l'Etat peut régulariser la conjoncture⁶.
- Ayant participé, d'abord à la Communauté européenne, ensuite aux grandes réunions financières du monde (Trilatérale, groupe de Bilderberg, séminaire de Davos) Raymond Barre sait comment se prennent les décisions dans un capitalisme de groupes.

L'idéologie de Raymond Barre ne pouvait être celle de Turgot. Leur «équation personnelle» (origine sociale, études, caractère) est très différente. Les responsabilités de Barre ont été internationale et nationale, non pas régionale et nationale, ce qui correspond aux nouvelles données socio-économiques. Un libéral est décentralisateur; chaque niveau de décision: famille, entreprise, commune, région, Etat, Communauté, a sa propre compétence. Mais le contenu des enveloppes change: l'effort récent en faveur des régions n'a pas encore modifié la pondération d'après-guerre donnant plus aux forces internationales, quelle que soit leur étiquette (publique, privée, politique, stratégique, commerciale). Le problème du ministre Turgot était l'unification nationale; celui du ministre Barre l'intégration économique. Les multiples «pays» dominés par une monarchie de droit divin sont devenus rapidement après Turgot une France centralisée, laïque et républicaine. Le «commissaire» européen Barre a préparé avec ses collègues des règlements internationaux sur le contrôle des cartels, la liberté d'établissement, la mobilité de la main-d'œuvre, dont on espère qu'ils seront appliqués un jour.

5 Cf. R. BARRE, *Economie politique*, 1969 (9^e édition), t. 1, pp. 625 et suivantes.

6 R. BARRE, *op. cit.*, t. 2, pp. 572 et suivantes.

Entre les deux idéologues-ministres il y a similitude d'intention. La concurrence fonde pour l'un comme pour l'autre l'activité économique. Ni pour l'un ni pour l'autre il ne s'agit de la concurrence parfaite, telle que l'a formulée Walras, un économiste qui n'avait pas l'expérience de la politique économique. Il est seulement question de «concerter» entre hommes politiques et agents économiques une concurrence «praticable» qui laissera les grandes firmes déployer leur efficacité⁷.

Déjà Turgot avait limité son ambition réformatrice. Raymond Barre a dû trouver des solutions à la crise des années 70, en fonction de trois données.

– Le niveau de vie est nettement supérieur, pour la plupart des Français, à ce que R. Aron appelait «l'abjecte pauvreté». Mais en mentionnant une «satisfaction querelleuse», le même R. Aron signalait qu'une politique économique qui abaisserait le niveau de vie ne serait pas supportée longtemps.

– L'Etat contrôle une part importante des ressources de la nation. Il en a besoin pour remplir des fonctions nouvelles (information, formation professionnelle, recherche scientifique) en plus de ses fonctions traditionnelles. Réduire ce contrôle est difficile.

– Le bien-être populaire repose sur des productions en grande série (électro-ménager, automobile, télécommunications) qui exigent à la fois d'énormes moyens financiers et un renouvellement technique constant. Il faut de très grandes firmes pour disposer de tels capitaux et assurer de tels progrès.

Entre les deux auteurs et ministres la similitude ne se borne pas aux intentions. La politique économique selon Barre est, comme celle de Turgot, libérale vis-à-vis de l'intérieur et de l'extérieur.

– L'Etat n'intervient qu'indirectement, c'est-à-dire par la voie monétaire. Un certain contrôle de la masse monétaire est possible, en agissant à partir de l'offre (crédit sélectif) et à partir de la demande (surveillance des prix et police des salaires). Mais «la politique monétaire doit être coordonnée avec la gestion de la dette publique: une offre excessive de titres à court terme, qui constituent une quasi-monnaie, empêche toute lutte efficace contre l'inflation»⁸. Autrement dit, la rigueur budgétaire conditionne l'efficacité de la politique monétaire.

– Les échanges extérieurs sont libres. Turgot a permis l'exportation des grains sous certaines conditions, à une époque où la famine était encore endémique. Le même risque calculé a été pris par Raymond Barre. Un pays comme la France ne peut vivre sans importer. Exporter autant est possible quand les ressources sont aussi variées. Mais la France actuelle pèse moins dans le monde que celle de Louis XVI: la plupart des firmes multinationales ne sont pas à direction française. Dans ces conditions, l'Europe est la chance de la France. La concurrence est plus «praticable» entre pays européens qu'entre l'Europe et ses concurrents d'outre-mer. Tout pays européen pratique un mélange de capitalisme et de socialisme, en raison d'un équilibre des forces sociales qu'on ne trouve ni aux Etats-Unis, ni au Japon. Le marché ne suffit pas à définir un capitalisme de groupes puisque les mêmes procédures ne donnent pas les mêmes résultats dans les différentes parties du monde. C'est pourquoi l'idéologie néolibérale est d'infléchissement plutôt que de rupture.

Raymond Barre voue une admiration particulière à Joseph Schumpeter, comme en fait foi la préface qu'il a écrite pour la traduction française de *L'histoire de l'analyse économique*. Or, la thèse maîtresse de Schumpeter est que les idées socialistes pénètrent progressivement les économies capitalistes. Si bien qu'en pays démocratique on arrive à une organisation sociale originale dont peuvent se réclamer les idéologues de tous bords.

7 R. BARRE, *op. cit.*, t. 1, pp. 679 et suivantes, «L'intervention de l'Etat sur les prix».

8 R. BARRE, *op. cit.*, t. 2, p. 408.

II. L'idéologie marxiste du capitalisme

Le marxisme ne peut qu'évoluer, puisqu'il établit un lien entre la connaissance théorique et la pratique de la transformation révolutionnaire. Un marxiste d'aujourd'hui ne se représente pas le capitalisme comme l'a fait le Maître.

A. Premier temps de l'idéologie marxiste: Karl Marx

Le mot capitalisme ne se trouve pas plus dans les écrits de Karl Marx que dans les discours de Georges Marchais; par contre le mot «capital» y revient souvent. Pour Marx, l'absence du mot peut s'expliquer à partir de son idéologie.

Le père de Marx aurait pu figurer parmi les «idéologues historiques» (Condorcet, Laplace). Allemand de Rhénanie, bourgeois de profession libérale, il croyait à l'ordre social. D'après lui, la connaissance progressera suivant l'expérience et non plus la métaphysique. De même, l'humanité progressera par la conscience d'une solidarité plutôt que par la pratique d'une religion. Les moyens du progrès sont avant tout la généralisation de l'enseignement et la diffusion de l'information. Telle est l'idéologie héritée par Karl Marx: la composition écrite pour passer l'examen de «maturité» l'indique clairement.

Mais ses années «d'apprentissage» ont conduit Marx à des conclusions opposées. Son professeur de droit, Savigny, lui enseigna que le droit dépend d'un contexte historique et non pas de la nature des choses. La préparation d'une thèse sur Epicure apprit à Marx qu'il n'y a pas une intelligence qui arrange la matière, mais une matière qui en s'arrangeant produit les intelligences. Son expérience de journaliste lui apprit que la presse rapporte surtout des difficultés économiques, compte tenu du fait qu'elles se présentent souvent comme des problèmes politiques. Elle lui apprit aussi que l'Etat censure l'information et que, cette fois encore, il s'agit avant tout de protéger des intérêts matériels. Enfin l'enquête d'Engels sur la condition des ouvriers de Manchester lui apprit que la production de biens augmente vite, mais au prix d'une division de l'humanité en classes ennemies.

Dans l'Europe postnapoléonienne où grandit Marx, le conflit est partout. Sur le plan politique, entre les partisans de la Sainte Alliance et ceux de la Révolution de 1789. Egalement entre les nationalistes et les impérialistes. Sur le plan économique, entre les patrons et leurs ouvriers. Egalement à l'intérieur du patronat à cause de la concurrence.

Par contre, hors d'Europe, un monde nouveau apparaît. Les colonies espagnoles viennent de se séparer de la métropole. Aux Etats-Unis, une nation de révoltés progresse économiquement et politiquement avec une rapidité sans pareille.

Ainsi le conflit est le père de toute chose. Il faut le prendre à la racine pour revenir à l'unité qui est le sens de l'humanité. Qu'est-ce qui oppose le plus les hommes? L'Europe de 1840 se souvient des massacres qui ont suivi les premières révoltes ouvrières (Peterloo, Lyon) pas plus sanglants assurément que les combats pour la libération nationale, mais porteurs de progrès parce qu'ils manifestent une nouveauté: l'accord des économiquement faibles pour vaincre les profiteurs. Le matérialisme était dans la pensée de Marx avant qu'il ne connût l'économie politique. Il est allé logiquement de la philosophie à l'économie et a gardé du philosophe le souci de l'essentiel. A mal total, remède total.

Une telle idéologie ne fait pas de place au capitalisme défini comme l'a fait Proudhon, contemporain de Marx: «régime économique et social dans lequel les capitaux, source de revenu, n'appartiennent pas en général à ceux qui les mettent en œuvre

par leur propre travail». La définition est excellente, mais pour un ordre de pensée qui n'est pas celui de Marx. Elle n'indique ni le principe du mal, ni son remède.

A l'origine du mal se trouve la marchandise. Si l'œuvre maîtresse de Marx, *Le Capital*, commence par l'analyser, c'est parce que la réalité du XIX^e siècle confirme les vues d'un auteur que Marx cite souvent: Aristote. Le marché est devenu «autorégulateur» ce qui veut dire que la concurrence ajuste les quantités offertes et demandées à la fois au niveau des produits et à celui des forces productives. La demande de travail par les chefs d'entreprise varie selon la demande que font les consommateurs de leurs produits. Celle-ci s'adresse à l'un puis à l'autre, parce que le progrès technique suscite de nouveaux produits et surtout de nouvelles méthodes qui avantagent certains entrepreneurs aux dépens des autres. L'embauche est donc irrégulière, l'horaire de travail flexible, le licenciement immédiat. La pression de la concurrence est telle que les interventions de l'Etat sont de nul effet. *Le Capital* est plein de références aux rapports des inspecteurs des manufactures constatant la violation des règlements sur la durée du travail, l'emploi des enfants, etc... L'opinion publique proteste peu contre des abus criants, dénoncés au Parlement, dans les journaux, parce que le nombre de faillites démontre la difficulté qu'éprouvent les entrepreneurs à conquérir et à garder les marchés.

Karl Marx interprète cette réalité à la lumière d'Aristote. L'introduction de la monnaie donne à l'échange – nécessaire – la forme de l'achat-vente. Bientôt apparaîtra le spécialiste qui achète et vend, non pas sa production, mais celle d'autrui. Le commerçant qui achète pour vendre aventure son argent. Un argent qu'il apporte peut-être lui-même, qu'il a peut-être aussi emprunté à un autre. L'argent aventuré, c'est le capital. Du jour où la monnaie existe, le capital existe en puissance. Un minimum d'organisation, de moyens de transport lancera l'économie sur la voie du capitalisme. Mais la monnaie est une représentation. Elle est signe d'une propriété. En remontant le cours des choses on arrive à la propriété. Pas de marchandise sans propriété. Et pas de production non plus sans marchandise: la propriété première, celle du sol, donne à son possesseur un surplus par rapport à ses besoins qu'il voudra échanger contre ce qu'il n'a pas.

Le remède au mal apparaît du même coup. Puisque l'occasion d'opprimer le faible est le marché, inséparable du droit de propriété, il faut changer le régime de la propriété. C'est la propriété privée qui fausse le jeu de la concurrence. Pour que Boisguilbert ait raison, il faut que les intervenants au marché «pèsent» à peu près du même poids. Charles Rist, libéral de la génération antérieure à celle de Raymond Barre, soulignait la nécessité de changer la «prérépartition» des revenus pour que l'échange ne lèse aucun des intervenants. La prérépartition ne consiste pas seulement en un régime de propriété, mais elle est modifiable surtout par un changement de ce régime; nous ne pouvons pas faire que tous les enfants naissent également doués, mais nous pouvons réduire l'inégalité qui vient de la propriété héréditaire.

Les partisans d'un capitalisme populaire agissent aujourd'hui dans ce sens et, déjà du vivant de Marx, certains auteurs tels que Proudhon inventaient des moyens pour étendre à tous le droit de propriété. Ce n'est pas la solution de Marx. Né en 1818, Karl Marx fait partie de la génération des romantiques révolutionnaires. L'unité sociale est leur objectif, mais l'humanité s'est donné des structures mentales, politiques, économiques – la religion, la monarchie, la propriété – qui en empêchent la réalisation. Au XIX^e siècle, les plus néfastes de ces structures tiennent à la propriété. Il est intolérable qu'à une époque où les techniques de production sont meilleures que jamais autant d'êtres humains manquent du nécessaire. Les réformes que proposent les libéraux – absorption des rentes foncières par l'impôt, limitation du droit à hériter – sont irréali-

sables. De telles propositions vont à l'encontre des nouveaux codes civils qui expriment la volonté populaire (ou petite-bourgeoise) de mettre fin aux contraintes communautaires d'un Ancien Régime qui remonte à 50 ans à peine! Selon Marx les effets intolérables de la révolution industrielle prendront fin lorsque une révolution politique rejoindra la première. Le syndicat ouvrier, le parti communiste, les parlementaires communistes obtiendront que les moyens de production soient collectivisés, seul remède au mal social.

Telle est l'analyse d'une société inhumaine que Marx n'appelle pas capitalisme. Elle diffère peu de celle qu'emploient en même temps certains libéraux pour apprécier le même type de société. Selon Alexis de Tocqueville la révolution de 1848 en France a été une guerre de classe. Tout système est porté par une catégorie sociale: la propriété des moyens de production relève d'une bourgeoisie qui s'oppose fondamentalement au prolétariat. Sur ce point les idéologies de Karl Marx et d'Alexis de Tocqueville sont communes.

B. Deuxième temps de l'idéologie marxiste: André Gorz⁹

La façon dont un marxiste contemporain se représente le capitalisme et entreprend de le combattre est forcément très différente de celle de Karl Marx. En effet, d'une époque à l'autre le mode de connaissance, le potentiel de production, les structures de l'économie ont été transformés.

– Les scientifiques d'aujourd'hui annoncent une transformation de l'intelligence. Ils entendent par là que nous étudions, non plus la nature directement, mais la façon dont la nature nous apparaît; ce qui promet une extension sans fin du savoir, mais aussi la renonciation aux certitudes et prévisions du XIX^e siècle. Le long terme n'est pas dans le champ de notre prospective.

– Les forces productives dont Marx remarquait l'éveil avec admiration se sont déployées au-delà de ce qu'il imaginait. La concurrence de l'homme et de la machine n'a nullement empêché l'un et l'autre de se multiplier. En outre, la même avance à la production rapporte toujours plus grâce au progrès de l'information et de l'organisation.

– Les structures de l'économie ont changé depuis que le capitalisme d'individus est devenu un capitalisme de groupes. Les ententes de production ont modifié les conditions du marché. Le droit de s'associer a créé un pouvoir syndical en face du pouvoir patronal. L'Etat prélève une partie des profits pour une redistribution des revenus qui devrait éviter les crises de sous-consommation. Mais l'internationalisation du capital donne aux grandes firmes assez de pouvoir pour «contrer» éventuellement l'action de l'Etat.

André Gorz ne se présente pas comme un économiste marxiste. Karl Marx n'est pas le seul auteur cité, même s'il l'est plus longuement que les autres. Cependant son influence paraît déterminante. Comme lui, Gorz résume l'histoire moderne par «le progrès de l'industrialisme et l'extension des rapports marchands»¹⁰. Comme lui, Gorz admet que la lutte des classes exerce une influence décisive sur l'évolution de la société. Par contre il adopte un marxisme contemporain lorsqu'il admet que la superstructure

⁹ Co-directeur, avec J.-P. SARTRE, de la revue *Les Temps Modernes*, sous le pseudonyme de MICHEL BOSQUET. Principaux ouvrages: *La morale de l'histoire* (1959), *Stratégie ouvrière et néo-capitalisme* (1964), *Critique du capitalisme quotidien* (1973), *Adieux au prolétariat* (1980), *Les chemins du paradis* (1983).

¹⁰ *Les chemins du paradis*, p. 14.

et l'infrastructure sont interdépendantes, chacune agissant sur l'autre à sa façon. De même la politique recommandée «pour en sortir» diffère d'un pays à un autre; en particulier le rôle du parti communiste ne peut être, en France par exemple, ce qu'il est en URSS; le stalinisme est une déformation du marxisme-léninisme explicable par les conditions particulières de la Russie.

1. La nature du capitalisme contemporain

Le capitalisme de notre temps diffère de celui du XIX^e siècle à trois points de vue.

- La révolution technique. Le renouvellement technique est partie intégrante du capitalisme. Mais la troisième révolution industrielle, fondée sur l'énergie nucléaire et l'automatisation, introduit une «technologie-carrefour» et non plus, comme les précédentes, des «technologies-verrous»¹¹. Par exemple, la microélectronique peut choisir sa localisation et son mode de gestion, ce que n'a jamais pu faire la sidérurgie.

- La réduction de l'emploi. Les révolutions industrielles du XIX^e siècle obligeaient la main-d'œuvre à changer d'emploi, voire de résidence. Celle du XX^e siècle diminue l'emploi nécessaire à la production. L'automatisation a d'abord réduit le nombre de places de travail dans l'industrie. La tertiarisation apparut alors comme la parade au chômage. Mais l'automatisation a gagné le secteur tertiaire et supprimé les emplois dans le commerce, bientôt dans la banque...

- L'impérialisme. La bourgeoisie a exploité le prolétariat de son propre pays au XIX^e siècle. Au XX^e siècle elle compense les concessions à son propre prolétariat par l'exploitation des peuples du tiers monde. La faim et la misère du tiers monde résultent en effet des ponctions que les pays capitalistes industriels opèrent sur ses ressources ainsi que des obstacles politiques et sociaux (dont le colonialisme, puis le néocolonialisme des multinationales sont largement responsables) à l'utilisation de ses forces productives propres¹².

Ces nouveautés ne distinguent pas fondamentalement le capitalisme contemporain de celui du XIX^e siècle, car il en a gardé les trois éléments majeurs:

- La concentration des entreprises. Le remplacement de l'équipement habituel par un autre plus «performant» suppose des moyens financiers de plus en plus grands. Une partie seulement des entreprises concernées arrive à les obtenir. Si bien que toute industrie se concentre, c'est-à-dire que le nombre des entreprises diminue en même temps que leur taille grandit. Le marxisme croit que ce peut être un bienfait; en diminuant le nombre des décideurs, le pays prépare une gestion coordonnée de son économie.

- La paupérisation. La paupérisation est l'un des deux pôles du capitalisme, l'autre étant la concentration. L'incessant remodelage de la combinaison productive fait des victimes: petits entrepreneurs en état de cessation de paiement, main-d'œuvre en état de chômage. Les occupés eux-mêmes subissent une paupérisation relative. La croissance éveille de nouveaux besoins qui ne peuvent être tous satisfaits pour tout le monde.

- La baisse du taux de profit. Le progrès technique ouvre un risque de surproduction qui peut être conjuré par un accroissement du pouvoir d'achat. Mais l'amortissement est de plus en plus lourd, puisque le renouvellement technique est plus rapide. La croissance consomme des matières premières et du sol dont le coût grandit car les ressources naturelles facilement accessibles ne suffisent plus et en faire surgir de

11 A. GORZ, *op. cit.*, p. 69

12 *Ibid.*, p. 24.

nouvelles est de plus en plus difficile. Les salaires réels n'augmentent donc pas et la production supplémentaire ne trouve pas assez d'acheteurs. Alors la mévente oblige à comprimer les marges bénéficiaires.

Il y a longtemps que Marx a soutenu que le taux de profit avait tendance à baisser. Le marxisme contemporain précise la thèse en soulignant que les inventions actuelles (la robotique, la bureautique) diminuent à la fois la valeur du capital constant et celle du capital variable par unité de produit. Lorsque les produits sont proposés sur un marché de concurrence, leur prix baisse inévitablement. C'est le cas des produits les plus capitalistiques.

En somme, Gorz rejoint les «stagnationnistes» des années 30. Il y a crise du système, pas seulement crise dans le système.

2. La «sortie» du capitalisme contemporain

André Gorz écarte une solution «keynésienne» de la crise (par relance de la demande) sans pourtant adopter l'idéologie libérale qui recommande une politique de l'offre. Il s'agit de «changer d'avenir»¹³.

– La fin de l'industrialisme. La société industrielle est bloquée par les obstacles qu'elle a elle-même engendrés. Sous quelque système que ce soit – capitalisme ou collectivisme – elle résout mal les problèmes principaux: une nourriture saine, un logement suffisant pour une famille, un travail épanouissant. Elle gaspille des matières premières qu'elle a mal payées aux pays pauvres. Les énergies fossiles s'épuisent et celle qui est appelée à les remplacer soulève la contestation politique. La hiérarchie à l'usine décourage l'initiative des travailleurs manuels. Le syndicalisme est devenu bureaucratique. Jamais on a autant parlé de décentralisation et jamais les hommes n'ont autant vécu en foule.

– La fin de la société de travail: «vivre en travaillant ou mourir en combattant» était la devise des canuts lyonnais en 1830. Le travail comme moyen de vivre, mais aussi comme occasion de rencontrer autrui, de faire valoir son talent, de créer quelque chose, que reste-t-il de cette litanie? Le «marché du travail» a eu raison de la fierté du travailleur. Il est «segmenté» en activités nobles, protégées, réservées aux adultes masculins-nationaux, et en métiers obscurs pour les marginaux-temporaires-laissés-pour-compte. L'Etat est incapable d'assurer les tâches vraiment urgentes: «confort des logements, réhabilitation des centres-villes, entretien des forêts»¹⁴. Quel jeune peut croire encore qu'on devient homme par le travail?

– La fin des organisations. André Gorz, comme tout marxiste contemporain, ajoute Freud à Marx, une désillusion à une autre. L'homme traditionnel est membre d'une famille, d'un métier, d'un parti, d'une Eglise, d'un Etat. Lesquelles de ces organisations restent populaires? Mais, sans ces organisations, que fera l'homme de son temps disponible, mesure de la vraie richesse, disait Karl Marx¹⁵?

Telle est l'idéologie du marxiste contemporain qui vit en économie capitaliste. Il incrimine finalement plus l'Etat que le capitalisme, car c'est l'Etat qui empêche d'en sortir, par ses exigences stratégiques. Mais la force de l'Etat dans les pays qui se disent marxistes-léninistes peut faire penser que cette opinion est une idéologie au sens péjoratif du mot, c'est-à-dire une méconnaissance de l'ordre réel. Si le capitalisme et l'Etat font bon ménage, n'est-ce pas que leur union correspond à une vérité?

13 *Ibid.*, titre de la p. 19.

14 *Op. cit.*, p. 39.

15 Rapporté par A. GORZ, *op. cit.*, p. 189.

III. La vérité du capitalisme

La portée du capitalisme en tant que système économique est discutée depuis plus de cent ans, sans que ne cesse la controverse. Il y a des querelles inutiles: bien des biologistes ne s'interrogent pas sur l'origine de la vie. Mais nul ne doute que le capitalisme soit une organisation sociale. A ce titre, il dépend des hommes qui le vivent et ils ont le droit de penser qu'il peut être amélioré.

Né de l'histoire, le capitalisme a dû garder quelque chose de ses origines; c'est pourquoi son meilleur historien, Fernand Braudel, a décrit sa genèse sur des centaines de pages, avec des milliers d'exemples d'institutions, d'opérations, de comportements qu'il rattache au capitalisme¹⁶. L'étude est centrée sur le capitalisme marchand, puisqu'elle porte sur les XV^e, XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles, mais les références à l'époque antérieure abondent. Ainsi Braudel mentionne l'installation de succursales des grandes compagnies de Venise ou Gênes, au XIII^e siècle, de la Bretagne à la mer Noire. Mais l'ensemble n'apporte, ni une explication unitaire ni une appréciation convaincante: l'historien hésite sur la place et sur le jugement que mérite le capitalisme. S'interroger sur l'hésitation d'un grand historien peut servir d'avertissement à l'économiste.

La place à faire au capitalisme dans l'ensemble de l'étude est indiquée à l'avant-propos du tome 2: «Le présent volume explore, au-dessus du rez-de-chaussée de la vie matérielle – sujet du premier volume de cet ouvrage – les étages immédiatement supérieurs de la vie économique et, au-dessus d'elle, de l'action capitaliste.» Le capitalisme serait donc séparé de la vie économique? L'alinéa suivant rectifie: «Le second volume analyse l'ensemble des jeux de l'échange, y compris le capitalisme le plus sophistiqué»¹⁷. L'incertitude provient d'une définition insuffisante de la vie économique, dont Braudel écarte le calcul alors que la vie économique en est inséparable: elle consiste à échanger ce qu'on a de trop contre ce qui manque, ce qui implique une comparaison avec calcul.

L'appréciation du capitalisme contient aussi une incertitude. Fernand Braudel y voit une «accumulation de puissance» et un «parasitisme social»¹⁸. C'est très différent car le «parasite» n'est pas seul à être plus puissant qu'autrefois; il n'y a jamais eu autant d'êtres humains à vivre décemment, et ils vivent de préférence dans le monde capitaliste.

L'historien a excellemment décrit l'émergence du capitalisme comme défi à la société moderne. C'est vrai qu'il apparaît «dans sa forme explosive» tardivement, au début du XX^e siècle. Par contre, localiser le capitalisme dans la zone supérieure de la vie matérielle, celle du «contre-marché»¹⁸, est indéfendable pour deux raisons. L'auteur assimile indûment marché à concurrence. Il ne tient pas compte du caractère général du «capital» qu'il a pourtant longuement et très bien analysé.

Georges Dumézil ouvre d'autres pistes. En dialogant avec Bernard Pivot (Apostrophes, 18 juillet 1986), il dit: «Les sciences sociales seront mûres quand on saura comment fonctionne le cerveau.» Il est significatif que la comparaison de la société à un organisme se trouve dans le premier ouvrage consacré au capitalisme¹⁹. Mais on estime aujourd'hui que les sciences sociales relèvent plutôt de la statistique que de la biologie.

16 *Civilisation matérielle, économie et capitalisme (XV^e – XVIII^e siècle)*, 1979. Tome 2 *Les jeux de l'échange*. Tome 3 *Le temps du monde*.

17 *Op. cit.*, p. 7 et p. 8.

18 *Op. cit.*, p. 197, «La zone du contre-marché est le règne de la débrouille et du droit du plus fort. C'est là que se situe par excellence le domaine du capitalisme.»

19 A. SCHAEFFLE, *Capitalisme et socialisme*, 1878.

Il va sans dire qu'il y a une structure dans la société comme dans le cerveau, mais les relations et proportions caractéristiques qui la constituent ne sont pas du même ordre dans l'un et dans l'autre cas. Par contre le «champ idéologique», objet des études de Dumézil, peut servir à expliquer que le capitalisme soit né en Europe et plus spécialement en pays latin. Les Romains de l'Antiquité, à la différence des Indiens, pensaient en termes juridiques et historiques: c'est un atout pour composer le jeu capitaliste.

En définitive, l'économiste trouvera la vérité du capitalisme en analysant la notion de capital comme ont fait les représentants des idéologies libérales et marxistes.

A. Les sens du terme

Le mot «capital» est employé en trois sens différents, dont deux sont anciens, le troisième est plus récent.

– Le sens comptable est ancien: le capital s'oppose au revenu comme le principal de ce qu'on possède à quelque chose de renouvelable, donc de disponible. Sa forme est monétaire; il existe depuis aussi longtemps que la monnaie.

– Le sens technique est également ancien: le capital est un bien indirect, un bien de production différent du bien de consommation comme le pétrin du boulanger est différent du pain.

En fait les deux sens se rejoignent pour définir le fonds d'entreprise, c'est-à-dire une somme d'argent engagée dans une production et qui doit fructifier, sinon l'entreprise disparaît. L'ambiguïté est admise par le vocabulaire des économistes classiques: ils désignent par capitaliste soit le chef d'entreprise soit son prêteur.

Il y a fonds d'entreprise pour quelque production que ce soit, même simplement naturelle. La fable «Perrette et le pot au lait» montre bien quelles possibilités offre le placement le plus élémentaire; le temps est déjà productif dans une société précapitaliste.

Le troisième sens du mot capital apparaît avec Proudhon qui définit le capitalisme «régime dans lequel les capitaux, source de revenus, n'appartiennent pas en général à ceux qui les mettent en œuvre par leur propre travail». La fin de la phrase indique qu'il s'agit d'un moyen de production. Le reste de la phrase définit le capital comme une richesse qui apporte un revenu à son propriétaire, sans qu'il ait à fournir du travail en contre-partie. Ce troisième sens du mot était qualifié d'économique par Gaëtan Pirou, professeur d'économie politique à la Faculté de Droit de Paris, sans doute parce qu'il évoque la relation capital – travail. A la différence des autres sens, il désigne une situation relativement récente, car il suppose une longue concentration des fortunes.

On peut, en combinant les trois sens, comprendre la genèse du système capitaliste. Certaines situations ouvrent des possibilités, sans plus. Ainsi, l'usure des campagnes traditionnelles, sur l'exemple du blé remis aux paysans nécessiteux pour «faire la soudure» et récupéré à la récolte suivante, en plus grande quantité, n'est pas essentielle au capitalisme. Elle comporte un abus manifeste et provoque, un jour ou l'autre, une violence – l'usurier lynché par les paysans en colère – qui gênent l'apparition du capitalisme. Marx a fait admettre que le système capitaliste dissimule la violence et compose avec l'opinion.

De même, la féodalité tourne difficilement en capitalisme, puisqu'elle unit la souveraineté et la propriété alors que le capitalisme sépare le public et privé. Le non-propriétaire qui met en œuvre le capital du propriétaire n'est pas soumis à celui-ci. Il a envers lui des devoirs et des droits définis par une législation qui s'impose aux deux contractants et ne vient pas des propriétaires seuls.

Le capitalisme a suivi la féodalité, à partir du moment où les Européens ont retrouvé les principes du droit romain: la sécurité juridique, qui accompagne l'existence de contrats sanctionnés; la sécurité administrative, qui provient de la reconnaissance à chacun de droits personnels; la sécurité monétaire, qui découle d'un contrôle par l'Etat de la valeur de la monnaie. Même si le contrôle est insuffisant – parfois du fait même d'un Etat «tricheur» – l'opinion oblige les pouvoirs publics à faire quelque chose pour qu'un revenu «réel» corresponde au revenu monétaire. La surveillance des prix peut venir de la municipalité ou d'une autre instance: en tout cas, elle doit prévenir l'émeute qui viendrait de l'envolée des prix.

La monnaie et le temps sont essentiels l'un à l'autre, et constitutifs du système capitaliste. Fernand Braudel a repris la thèse de Marx (de la marchandise au capital par le temps), en l'appuyant d'exemples précis: «Voyageant avec son possesseur, la marchandise devient pour celui-ci un capital qui fructifie à chaque pas»²⁰. Les exemples cités par Braudel – épices, fruits de Perse portés aux Indes – indiquent autre chose: ce ne sont pas les marchandises ordinaires qui engendrent le capital. Le temps du capital est aventuré et valorisé, l'un n'entraînant pas forcément l'autre, mais les deux expliquant la formation du capital.

1. *Le processus de formation du capital est long.* Le capitaliste se sert de biens de production produits, pas seulement de biens de production naturels. Sans doute la terre peut devenir du capital. Il a existé, il existe encore un capitalisme agraire. Mais que de conditions à réunir! Braudel énumère: «Pour qu'un système capitaliste s'installe dans l'exploitation de la terre, il faut:

- que le régime seigneurial ait été sinon aboli, du moins modifié;
- que les libertés paysannes aient été sinon supprimées, au moins limitées (c'est la grosse question des biens communaux);
- qu'une gestion rationnelle se mette en place;
- qu'enfin existe à la base un prolétariat salarié»²¹.

La dernière condition rappelle que la monnaie et le temps sont essentiels au capitalisme. Un salarié s'engage pour un temps déterminé et se fait payer en monnaie, puisqu'il lui faut une rémunération qui laisse le maximum de liberté.

Tant de conditions éclairent sur les transformations qui surviennent à l'époque contemporaine dans un pays comme le Brésil. Elles n'indiquent pas la terre comme étant la base principale de l'instauration du capitalisme. Le sol supporte tous les régimes économiques recensés par l'histoire ou le préhistorien. Le capitalisme s'attache aux biens de production produits qui à l'origine peuvent être des marchandises-monnaies. On a spéculé sur la fourrure avant de spéculer sur l'or. Le capitaliste spéculé avant tout sur les produits à grande valeur ajoutée, dont l'origine est plus humaine que naturelle.

2. *Le processus est risqué.* Le capital est du temps aventuré. Le marchand qui propose un produit nouveau peut ne pas trouver d'acquéreur. Le prix de l'objet exotique dépend du caprice de l'acheteur comme de l'habileté du vendeur. Il faut attendre pour que la mode s'attache à l'objet. La plupart des marchands vendent des objets usuels: ceux-là ne sont pas à l'origine du capitalisme. Le commerce interlope compte au début; plus tard, l'invention industrielle, plus risquée encore. Combien de James Watt se sont découragés avant terme!

3. *Le temps est valorisé.* Il ne suffit pas que l'opération financière prenne du temps et comporte un risque pour qu'il y ait capitalisme. Tout prêt est un risque, mais la somme

20 F. BRAUDEL, *op. cit.*, p. 144.

21 *Ibid.*, p. 218.

prêtée par le père à un enfant besogneux n'engendre pas une réalité nouvelle, comme fait la somme prêtée pour armer un navire. Dans le second cas, une activité productive surgira en accompagnement de l'opération financière. Il faut fabriquer du drap, de la quincaillerie, des armes pour une cargaison qui sera peut-être échangée avec profit contre ces nouveaux produits qui changeront l'ordinaire de la vie.

B. Le développement du capitalisme

Qui est responsable du capitalisme marchand, premier du nom?

Karl Marx désigne ceux qui vivaient dans les «pores» de la société, nous dirions les marginaux: Juifs, Arméniens, Cahorsins. Encore faut-il ajouter que le relais fut pris rapidement par des officiels: les Florentins, les Pisans, les Gênois, avaient pignon sur rue et souvent la faveur du prince. Mais il est vrai que le capitalisme a grandi en contournant les pouvoirs des corporations, des municipalités, etc.

Il est à noter que l'Etat a favorisé l'apparition du capitalisme en se fiant à des légistes imbus de droit romain, donc de sécurités utiles à l'activité capitaliste. Ils ont introduit diverses formes juridiques – commandite et autres – qui ont permis de rassembler les capitaux. Dès le temps du capitalisme marchand ont été montées des opérations financières qui bouleversèrent, entre autres, les marchés des produits tropicaux. L'extension du marché est la condition et la conséquence à la fois du système capitaliste.

Il reste que le développement principal est venu avec le deuxième capitalisme, l'industriel. Le capitalisme s'épanouit avec l'industrialisation parce que la production à la machine assure le minimum vital. Le linge de corps est devenu habituel lorsque des machines ont actionné les métiers. Sans doute la plupart des servants des machines ont mal vécu au XIX^e siècle. Le machinisme a quand même ouvert les marchés parce qu'il a permis de vivre à plus d'hommes. Il représentait à la fois une demande de main-d'œuvre, à laquelle ont répondu les Européens²², et une offre de produits vitaux: des vêtements, du mobilier, plus la nourriture qui est venue d'outre-mer en échange des produits industriels européens.

L'aire du capitalisme s'est élargie régulièrement à partir de l'Europe. Etait-il nécessaire qu'il commençât par l'Europe, au moins sous sa forme industrielle? La plupart des historiens admettent que «le capitalisme est le confluent de séries relativement indépendantes: la démographie, la technologie, la politique, la religion»²³. Cette liste appelle deux remarques.

Elle est incomplète, puisqu'elle ne mentionne pas les chances géographiques de l'Europe: climat tempéré, régime favorable des vents et des pluies, voisinage de plusieurs mers, localisation commode des gisements minéraux.

Elle n'indique pas l'importance respective des facteurs favorables. Il va de soi qu'on ne peut pas chiffrer les séries. Mais puisque le capitalisme a triomphé sous la forme industrielle, deux séries méritent une attention particulière: La démographie d'abord. Le capitalisme a bénéficié d'une croissance exceptionnelle des disponibilités en main-d'œuvre au moment où la première industrie exigeait des bras très nombreux: les premières machines ont été construites à la main. Son démarrage a donc été très rapide, relativement à ce qui se passait depuis toujours.

22 Les enquêtes démographiques en Angleterre ont montré que la natalité était la plus forte dans les comtés industriels.

23 Cf. J. VALARCHÉ, Compte rendu d'A. COTTA, «Le capitalisme» dans la *Revue suisse d'histoire* (1978) n° 1 et 2.

La technologie ensuite. L'industrialisation suppose une technologie avancée. Depuis la Renaissance, la science expérimentale a «décollé» en Europe, en harmonie avec la science pure, ce qui ne s'est pas vu ailleurs.

C. Les inconvénients du capitalisme

Jusqu'à présent, la vérité du capitalisme apparaît sous un jour favorable. Mais deux reproches sont adressés au système depuis son apparition.

1° Il aggrave *l'inégalité entre les catégories sociales*. Sans doute il faut distinguer ce qui est occasionnel de ce qui est fondamental. Le capitalisme du XIX^e siècle a ajouté les duretés de l'industrialisation à celles de l'Ancien Régime²⁴. Il n'est pas responsable de la hiérarchie féroce dans les campagnes décrite par Maupassant. Encore que l'oisiveté d'une classe, l'épaisseur du matérialisme lui doivent quelque chose. Karl Marx a montré que les guerres napoléoniennes avaient entraîné un allongement de la durée du travail, tout comme la nouvelle technologie. Il y a donc une part d'occasion. Mais le travail inhumain, l'abjecte pauvreté ont touché une forte proportion des Occidentaux au XIX^e siècle. Dire qu'il existe des régimes sociaux non capitalistes encore plus inégalitaires n'est pas une excuse. L'inégalité des revenus est spécialement choquante dans le cas du capitalisme.

En effet, les sociétés occidentales s'acheminent vers la démocratie en même temps qu'elles développent leur capitalisme. Il est probable que le paysan indien n'a pas conscience de la distance qui le sépare du seigneur comme un ouvrier de nos usines ressent la différence entre son directeur et lui.

Le capitalisme d'autre part a besoin de débouchés croissants puisqu'il produit toujours plus avec moins de dépenses. L'élargissement du pouvoir d'achat populaire est la condition même de sa prospérité.

Le défaut est donc fondamental. Les statistiques des revenus montrent qu'en temps de crise ce sont les revenus tirés de la propriété qui diminuent le moins. Le capitalisme est lié à un régime de propriété qui défend efficacement les critères des possédants mais ne favorise pas assez l'accès à la propriété, malgré les progrès accomplis depuis quelques décennies (logement familial, etc.).

Le caractère fondamental de ce défaut est reconnu par les théoriciens; ils le signalent depuis l'origine. David Ricardo a déclaré au début du XIX^e siècle que le problème premier de l'économie politique était celui de la répartition des revenus. Wassily Leontief a déclaré en 1982 qu'il était vital de répondre par une nouvelle politique de revenus à la nouvelle situation technique²⁵.

2° *L'inégalité entre les peuples* est ressentie aujourd'hui plus fortement que la différence d'une classe à une autre. Cette fois encore, il ne s'agit pas d'un accident. Déjà aux XII^e et XIII^e siècles, Venise, Gênes et Pise pratiquaient envers les pays moins développés ce que Maurice Dobb appelle «le premier capitalisme colonialiste»²⁶. Tout se passe comme si le capitalisme avait besoin d'exploiter les faibles pour réussir. Pendant longtemps il a prospéré aux dépens de la paysannerie. Elle s'est enfoncée dans la misère au moment où le prolétariat commençait à en sortir, en Europe. A notre époque, les agriculteurs des pays développés participent à la prospérité générale, grâce à l'appui de

24 J. VALARCHÉ, «Misère prolétarienne et industrialisation» in *Revue d'Economie politique* (1949).

25 Cité par A. GORZ, en exergue de son livre *Les chemins du paradis*.

26 Cf. *Etudes sur le développement du capitalisme*, p. 135 et suivantes.

l'Etat²⁷. Mais les paysans du tiers monde subissent le contrecoup des concessions faites aux autres. Depuis une vingtaine d'années, les économistes de l'Amérique latine incriminent le taux de l'échange entre les produits agricoles de chez eux et les produits industriels venant des pays développés. Une autre accusation vise la concurrence déloyale faite par les grandes entreprises agro-alimentaires aux produits locaux, en particulier par le biais de l'aide alimentaire.

Encore faut-il distinguer ce qui est imputable au capitalisme de ce qui relève de l'industrialisation en général. Les petits éleveurs de volaille se plaignent de vendre moins facilement depuis que les sociétés productrices d'alimentation animale financent des installations de type industriel où la volaille se produit «en batterie». Faut-il l'attribuer à un goût excessif des capitalistes pour le profit? Alors comment se fait-il qu'un communiste français, gérant de coopératives agricoles, produise ce genre de nourriture, soit en Union soviétique, soit dans le tiers monde? Ce n'est pas le capitalisme au premier chef mais l'industrie qui explique que la calorie-viande se fabrique aujourd'hui selon les mêmes méthodes qu'un jouet en plastique ou une pièce d'automobile.

* * *

Le capitalisme apparaît nécessaire aux économistes qui raisonnent sur l'expérience. La demande sociale est variable comme son élément: l'homme demandeur. De ce fait le revenu du producteur n'est pas garanti et le capital qui le fonde ne l'est pas non plus. Ce capital est fourni par des épargnants qui reconnaissent aux gestionnaires capables de le préserver un pouvoir de commandement. Aussi longtemps qu'il y aura des biens indirects, les agents de la production se diviseront en dirigeants et subordonnés. De même l'introduction de la monnaie transforme le troc en achat-vente et oblige à spéculer. La spéculation réclame un talent spécial et elle est spécialement rémunérée. Aussi longtemps qu'il y aura la monnaie, l'activité économique sera orientée par le désir du plus grand gain monétaire possible.

L'appréciation du capitalisme varie au cours des temps parce que toute organisation passe par des réussites et des échecs. De même que la conjoncture est faite d'une prospérité qui enclenche une dépression, puis d'une dépression qui ramène la prospérité, de même le long terme apporte à la fois le mal et son remède. L'époque 1800 a mis en place à la fois la concentration de la misère du peuple par l'industrie et les moyens administratifs (inspection des manufactures) et matériels (production plus grande) d'y mettre fin.

Le mot capitalisme ne dit rien à la plupart de nos contemporains. Mais ils agissent conformément à l'esprit du capitalisme: «les affaires sont les affaires». La télévision les informe quotidiennement de la valeur du dollar. Le capitalisme fait partie de la vie sociale au même titre que l'urbanisation ou que l'Etat. Introduit par des marginaux, il marginalise aujourd'hui ceux qui le refusent. Il forme avec l'Etat un couple plus ou moins uni, mais inséparable. C'est d'ailleurs pourquoi ce fruit de l'histoire et de l'imagination de quelques-uns qu'on appelle capitalisme peut maintenant profiter à l'ensemble des habitants du pays.

27 Cf. J. VALARCHÉ, «Les prix agricoles» in *Revue d'Economie politique* (1969).